



culture 21

Agenda 21 for culture

Agenda 21 de la culture

Agenda 21 de la cultura

6

Rio+20 et la culture

Miser sur la culture comme gage
de durabilité



United Cities and Local Governments
Cités et Gouvernements Locaux Unis
Ciudades y Gobiernos Locales Unidos



Ajuntament
de Barcelona

Rio+20 et la culture

Miser sur la culture comme gage
de durabilité

Une initiative de la Commission culture de
Cités et Gouvernements Locaux Unis – CGLU

6 Décembre 2012

Le rapport est publié dans les sites web suivants : <http://www.cities-localgovernments.org>
et <http://www.agenda21culture.net>.

Le rapport peut être reproduit gratuitement, à la condition expresse de citer comme source
Cités et Gouvernements Locaux Unis – CGLU.

L'auteur est le responsable du choix et de la présentation des faits exposés dans ce texte
ainsi que des opinions qui y sont exprimées, lesquelles ne sont pas nécessairement celles
de CGLU et n'entraînent aucun engagement de sa part.

Auteur: Jordi Pascual

Les droits d'auteur de ce rapport sont la propriété de Cités et Gouvernements Locaux Unis
– CGLU.

Présentation

Ce document est la synthèse de la stratégie que la Commission Culture de Cités et Gouvernements Locaux Unis – CGLU a développée au fil des dernières années en matière de culture et de durabilité, qui aspirait à influencer le processus menant à la Conférence sur le Développement durable de l'ONU (Rio+20) qui s'est tenue à Rio de Janeiro du 20 au 22 juin 2012.

Le document résume les fondements conceptuels de cette stratégie ainsi que ses principaux résultats. Notre stratégie a pour base l'Agenda 21 de la culture (approuvé à Barcelone en mai 2004, document fondateur de notre Commission et déclaration mondiale des villes et gouvernements locaux sur le rôle de la culture dans nos sociétés) et la position politique de Cités et Gouvernements Locaux Unis « La culture comme le quatrième pilier du développement durable » (approuvé à l'unanimité à Mexico en novembre 2010).

Comme dans d'autres domaines du développement durable, la stratégie a eu un succès très restreint. Il n'existe pas encore de masse critique d'acteurs (dans le système de l'ONU, dans les niveaux nationaux, dans la société civile) qui mise explicitement sur le rôle de la culture dans le développement durable. Il y a toujours un fossé entre les grands axes de développement et le rôle de la culture.

Nous sommes optimistes et nous considérons que le fossé se réduit peu à peu, que la lutte à Rio+20 a valu la peine, qu'il y a de plus en plus d'acteurs sensibilisés et que la communauté internationale a créé d'autres occasions pour continuer le débat : l'agenda post-2015 et Habitat III.

Ce document est la pierre angulaire de ce processus, sachant que cela reste un « document de travail ». Si vous avez des observations, des suggestions ou des indications n'hésitez pas à nous contacter. Nous apprécierons vos contributions à ce document.

Je vous en souhaite une bonne lecture et vous encourage à vous unir à CGLU dans nos travaux sur la promotion, la diffusion et la mise en œuvre de l'Agenda 21 de la culture, et pour une plus efficace coopération entre les acteurs qui misent sur la culture comme dimension essentielle de la durabilité.

Catherine Cullen

Concejal de cultura, Lille

Presidenta de la Comisión de cultura de CGLU

Rio+20 et la culture

Miser sur la culture comme gage de durabilité

Rapport écrit par Jordi Pascual comme coordinateur de la Commission Culture
Cités et Gouvernements Locaux Unis – CGLU.

1. Le concept de développement a évolué

Cette section résume les idées qui ont surgi au cours des 10 dernières années à propos de la relation qui existe entre la culture, les politiques locales et le développement durable. Dans le secteur culturel, ces débats sont assez récents et encouragés par des ONG, des associations, la société civile et les gouvernements locaux, ils ont surtout eu lieu dans le cadre des villes.

Actuellement, le concept a évolué et n'est plus compris de la même manière qu'en 1972, 1987 ou 1992.

Amartya Sen, Arjun Appadurai, Edgar Morin ou Martha Nussbaum (pour ne mentionner que ceux-là) ont écrit leurs principales contributions sur ce que, de nos jours, on entend par développement depuis 1992. L'évolution du concept « développement » peut se résumer de la manière suivante : de nos jours, développement signifie liberté, élargir les choix, placer les êtres humains – enfants, hommes et femmes – au centre du futur.

La plupart des êtres humains possèdent les capacités mais pas les outils, ni l'habileté, ni le savoir-faire nécessaires pour comprendre le monde et le transformer afin qu'il soit vraiment durable. Certains de ces instruments sont l'alphabétisation, la créativité, la connaissance critique, le sens de l'appartenance, l'empathie, la confiance, le risque, le respect et la reconnaissance... Ce sont là les habiletés que l'on comprend comme **composantes culturelles de la durabilité**.

Ce savoir-faire et ces outils ne sont inclus dans aucun des trois piliers actuels de la durabilité. Il est vrai que la culture a une dimension économique (elle crée des recettes et de l'emploi) mais elle ne peut être réduite à un instrument de croissance économique. La culture possède aussi une dimension sociale (lutte contre la pauvreté, participation et égalité de droits) mais ne peut pas être réduite à un instrument susceptible de créer l'inclusion ou d'apporter la cohésion à une société. Elle représente beaucoup plus que cela. La culture possède une dimension environnementale mais ne peut pas être réduite à un instrument susceptible d'éveiller la conscience sur la responsabilité à avoir envers l'environnement. Le paradigme de la durabilité requiert un composant culturel explicite. Transformer ce modèle de trois piliers en un modèle carré dans lequel la culture devient le quatrième pilier (ou le premier !) doit être sérieusement envisagé par la communauté internationale.

Une première tentative d'analyse de la composante culturelle de la durabilité a été faite lors du Sommet de Johannesburg lorsque la France, le Mozambique, l'UNESCO et le PNUE organisèrent une table ronde sur la diversité culturelle et la biodiversité. Ce n'est pas un hasard si CGLU a entamé le processus d'élaboration de l'Agenda 21 de la culture en 2002. Avant, en 2001, l'UNESCO avait approuvé la Déclaration universelle sur la Diversité culturelle. La même année, Jon Hawkes écrivit le livre fondamental et pionnier en la matière *The Fourth Pillar of Sustainability: culture's essential role in public planning* (Le quatrième pilier de la durabilité : le rôle essentiel de la culture dans la planification publique) à Victoria (Australie) et, en 2001 aussi, on lança le Manifeste de Tützing (en Allemagne). On trouve aussi des traces d'antécédents de la culture en tant que composante de la durabilité dans la Décennie mondiale sur la Culture et le Développement (1987 – 1996).

En outre, le modèle des trois piliers semble se baser sur une vision (étroite) occidentale. Ce modèle n'inclut pas de manière explicite des **valeurs essentielles** pour chaque personne de notre monde telles que le bien-être, le bonheur, l'équilibre, l'harmonie et l'identité qui sont toujours explicites et parfaitement intégrées dans la conception de développement de nombreux peuples indigènes et traditionnels. Ces valeurs apparaissent dans de nombreuses nouvelles visions du développement durable. Elles influencent actuellement l'interprétation du développement dans les pays occidentaux qui font face à la crise la plus sévère de leur histoire. Des enquêtes et des recherches en cours, qui ont pour objectif d'évaluer « les composantes d'une vie pleine de sens » en France, au Royaume-Uni ou au Canada, rapportent des conclusions très semblables.

D'autre part, le sens profond de développement ne peut être compris qu'au **niveau local**. Les modèles globaux ne peuvent pas être appliqués au niveau local à moins qu'il y ait une « porte », une gouvernance locale dans laquelle les personnes et les lieux ne se sentent pas menacés par la mondialisation mais au contraire sont invités à être et chargés de devenir les acteurs de la mondialisation, c'est-à-dire qu'ils sont capables de créer de nouveaux sens sans perdre leur identité. Il s'agit là d'un processus culturel : ni social, ni économique, ni environnemental. Reconnaître la diversité renforce la durabilité. Reconnaître la pluralité des systèmes de connaissance est crucial pour les sociétés durables. Gouvernements locaux et société civile sont les meilleurs instruments pour atteindre ces buts.

Cette trame constitue la base de notre stratégie pour influencer le processus de Rio+20.

2. Préparer le chemin vers Rio+20

Rio+20 a été un objectif explicite pour la Commission de Culture de CGLU au moins depuis 2008, bien qu'il faille reconnaître que la relation entre la culture et la durabilité fait partie des fondements de l'**Agenda 21 de la culture**.¹

Notre stratégie tenait compte des faibles possibilités que Rio+20 donne beaucoup d'importance à la culture, mais nous étions aussi convaincus que la lutte pour renforcer cette relation devait être extrêmement bénéfique aux sphères culturelles ainsi qu'aux processus et aux acteurs intéressés par la durabilité. Cette lutte était nécessaire.

La culture avait été complètement absente de « Rio-moins-20 » (Stockholm 1972), et souvent oubliée, mais ce fut le début institutionnel de la durabilité comme paradigme de bien-être et de progrès pour l'humanité. La culture a fait son apparition au Sommet de la Terre de Rio, en 1992 : les documents finaux de ce sommet associent surtout la culture aux peuples indigènes. L'agenda 21 de Rio, en 1992, avait un chapitre entier (le 26e) consacré aux peuples indigènes, chapitre dans lequel les considérations culturelles occupent une place importante. Le chapitre 28 consacré aux autorités locales ne mentionne absolument pas la culture. À Rio+10 (Johannesburg, 2002), une table ronde sur la biodiversité et la diversité culturelle avait été convoquée par la France, le Mozambique, l'UNESCO et le PNUE mais, dans les documents officiels finaux, la culture eut un rôle marginal et bien peu d'acteurs se sentirent interpellés par la relation entre la culture et le développement durable.

Le processus vers Rio+20 a été témoin d'une multiplication de ces acteurs.

À CGLU, la promotion du rôle de la culture dans le développement durable a été identifiée comme une priorité dans le Programme 2008 - 2010² de la Commission de Culture.

En janvier 2009, la Commission de culture de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), a été chargée par la Division des Politiques Culturelles et du Dialogue Interculturel de l'UNESCO, de contribuer au processus du "nouveau cadre pour les politiques culturelles". Jordi Pascual, coordinateur de la Commission, rédigea le rapport "Culture et développement durable : exemples d'innovation institutionnelle et proposition d'un nouveau cadre de politique culturelle".³ Ce rapport

- suggère que le nouveau rôle de la culture dans le développement durable consiste à inclure une perspective culturelle dans toutes les politiques publiques
- suggère qu'un nouveau cadre pour les politiques culturelles pourrait se fonder sur l'argument de la culture comme quatrième pilier du développement durable
- demande que les cultures occidentales hégémoniques fassent un effort pour débattre la signification de la relation entre culture et développement durable
- explicite les limites de l'institutionnel et demande une articulation avec la société civile
- suggère que tout nouveau cadre pour les politiques culturelles devrait pouvoir s'appuyer sur les compétences et les aptitudes des villes et des gouvernements locaux.

1 Voir : http://www.agenda21culture.net/index.php?option=com_content&view=article&id=44&Itemid=58&lang=fr

2 Le Programme original ainsi que son rapport final peuvent être consultés sur : http://www.agenda21culture.net/index.php?option=com_content&view=article&id=46&Itemid=63&lang=fr

3 Le rapport est disponible sur http://www.agenda21culture.net/index.php?option=com_content&view=article&id=87%3Arapport-4-culture-et-developpement-durable--des-exemples-d-innovation-institutionnelle-et-une-proposition-pour-un-nouveau-modele-de-politique-culturelle-&catid=58&Itemid=58&lang=fr

-
- offre plusieurs exemples d'innovation institutionnelle dans la relation entre la culture et le développement durable
 - apporte dix raisons pour que le nouveau cadre pour les politiques culturelles soit fondé sur l'argument du quatrième pilier

À l'automne 2010, la Commission de Culture demanda au Secrétariat Mondial de CGLU de travailler pour institutionnaliser d'une façon plus claire la position de cette organisation sur la culture et la durabilité. La Commission, avec la participation d'un grand nombre de membres de CGLU ainsi que de partenaires et d'alliés, rédigea le document « La culture comme quatrième pilier du développement durable » qui fut présenté devant le Bureau exécutif de CGLU et adopté comme position politique lors du Congrès mondial de CGLU (Mexico, novembre 2010).

Le document de position politique « **La culture comme le quatrième pilier du développement durable** »⁴ dit que la vision tridimensionnelle du développement durable (croissance économique, inclusion sociale et équilibre environnemental) n'est pas suffisante pour comprendre le monde. Il affirme que la créativité, la connaissance et la diversité sont des bases indispensables pour atteindre le dialogue, la paix et le progrès car ces valeurs sont étroitement liées au développement humain et aux libertés. Ce document mentionne la relation qui existe entre la culture et le développement durable à travers une double approche : développer une politique culturelle solide et promouvoir une dimension culturelle dans toutes les politiques publiques. La position politique recommande que les villes, les nations et les organismes internationaux incluent explicitement cette vision dans leurs programmes locaux, nationaux et internationaux sur le développement durable.

L'adoption rapide du document de position politique (novembre 2010) permit au **Secrétariat mondial de CGLU** d'inclure ces documents dans les négociations initiales sur les contenus de Rio+20 qui commencèrent en 2011. On peut souligner les démarches suivantes :

- En mars 2011, le secrétariat mondial de CGLU annonça (circulaire 4 sur la réunion préparatoire pour Rio+20) que les **messages clé** proposés par CGLU seraient (1) faire de la culture le quatrième pilier du développement durable ; (2) aborder le changement climatique ; (3) contribuer à la gouvernance internationale dans le domaine du développement durable ; (4) construire des villes résilientes.⁵
- En juillet 2011, la Commission de Culture prépara le brouillon du document « Promouvoir la culture comme quatrième pilier du développement durable dans le processus du Sommet de Rio+20 » connu aussi comme « **Idées pour Rio+20** »⁶ en offrant des arguments qui devraient être considérés par les activistes, les partenaires et les réseaux sociaux culturels qui présentaient une proposition pour le Secrétariat de la Conférence de Rio+20. Par exemple, nous avons écrit : « La Déclaration finale de Rio+20 pourrait aussi suggérer la création des Objectifs de la Durabilité. S'il en est ainsi, il faut mentionner la culture et inclure des objectifs explicites liés aux arts et à la culture. ».

4 La Déclaration politique peut être lue sur :

http://www.agenda21culture.net/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=394&Itemid=86&lang=fr

5 On peut trouver plus de détails sur cette circulaire sur : <http://www.cities->

[localgovernments.org/upload/docs/docs_en_telechargements/Circ_4_2011_ENG_UCLG_Briefing_Rio+20.pdf](http://www.cities-localgovernments.org/upload/docs/docs_en_telechargements/Circ_4_2011_ENG_UCLG_Briefing_Rio+20.pdf)

6 Vous trouverez ce document sur : http://www.agenda21culture.net/docs_circulars/Ideas%20for%20Rio+20%20-%20FRA.pdf.

- Le **soutien actif** de membres de la Commission de Culture de CGLU à des forums locaux, nationaux et régionaux sur la durabilité présentant la vision de la culture comme quatrième pilier du développement durable fut massif.
- En novembre 2011, la **proposition** que CGLU a envoyée au Secrétariat de la Conférence de Rio+20 comme contribution au premier brouillon du document final incluait les 4 messages clé mentionnés ci-dessus. CGLU donna une importance toute particulière au fait de ne pas centrer le débat sur des thèmes environnementaux ou économiques et de ré-humaniser les politiques sur le développement durable.⁷ D'autres contributions (celles du Brésil ou de l'UNESCO) incluaient aussi la dimension culturelle du développement durable.⁸
- Le Secrétariat de la Conférence de Rio+20 articula le débat préalable par le biais des Groupes principaux (« Major Groups ») qui réunirent les principaux acteurs de la « société civile » dans le processus de Rio+20. Il y eut 8 Groupes principaux : (1) Commerce et industrie, (2) Enfance et jeunesse, (3) Agriculteurs, (4) Peuples indigènes, (5) Autorités locales, (6) ONG, (7) Communauté scientifique et technologique, (8) Femmes. CGLU était membre du **Groupe des Autorités locales** (ou Local Authorities Major Group - LAMG), qui incluait aussi l'ORU-FOGAR (organisation généraliste d'autorités régionales) ainsi que des organisations spécialisées telles que ICLEI ou NRG4SD.⁹
- En décembre 2011, plus de 700 leaders locaux et régionaux se réunirent à Florence au Conseil mondial de CGLU et se mirent d'accord sur le fait que la gouvernance locale et régionale était un élément crucial du débat sur la durabilité. La déclaration finale du Conseil mondial s'intitula : « Culture, éthique et durabilité » afin de refléter l'importance de nos arguments auprès de tous les membres de CGLU.¹⁰

3. Le premier brouillon et les négociations en 2012

Le **premier brouillon** (zero-draft) a été publié par le Secrétariat de la Conférence de Rio+20 en janvier 2012.¹¹ Plusieurs pays et d'autres partenaires inclurent dans leurs propositions des considérations culturelles et le Secrétariat de la Conférence de Rio+20 analysa la place que pourrait occuper la culture dans Rio+20. Mais... le premier brouillon était décevant, il octroyait une reconnaissance minimale au rôle que joue la culture dans le développement durable : un seul paragraphe (par. 16) dans la partie « déclarative » et des mentions très marginales à la culture dans le reste du document.

Après la publication du premier brouillon, les **négociations** se centrèrent sur deux thèmes : (a) une économie verte dans le contexte du développement durable et l'élimination de la pauvreté ; et (b) le cadre institutionnel pour un développement durable. Un espace très limité était réservé aux thèmes émergents.

7 La proposition de CGLU peut être téléchargée sur : http://www.cities-localgovernments.org/upload/docs/finances/rio_fr.pdf

8 On peut consulter les propositions des États membres, du système de l'ONU et des Groupes principaux sur les sites suivants

• <http://www.uncsd2012.org/memberstates.html>

• <http://www.uncsd2012.org/unsystem.html>

• <http://www.uncsd2012.org/majorgroups.html>

9 On peut trouver plus d'information sur les antécédents et les activités du LAMG sur <http://www.uncsd2012.org/index.php?menu=101> durable

10 On peut télécharger les résultats du Conseil mondial de CGLU de Florence sur : <http://www.cities-localgovernments.org/news.asp?ldNews=39888deb173fa5030529dc54ed4a5e9d652bd2fde6b70fbb20126f2f2ac77369&Page=13&Src=durableCulture%20Ethics%20and%20Sustainability>

11 Le document initial est disponible sur :

http://www.uncsd2012.org/content/documents/370The%20Future%20We%20Want%2010Jan%20clean%20_no%20brackets.pdf

CGLU et ses membres firent une campagne en faveur d'une discussion plus centrée sur des thèmes liés à la citoyenneté où la gouvernance, la cohésion entre les territoires, l'inclusion, les services et le quatrième pilier, la culture, trouveraient une place dans un agenda qui reconnaîtrait la nouvelle réalité urbaine.

- Après l'invitation du Secrétariat de la Conférence de Rio+20, en janvier 2012, CGLU écrivit un document qui glosait le premier brouillon. Ce document demandait explicitement une meilleure compréhension de la dimension culturelle de la durabilité et proposait une nouvelle rédaction du document final qui inclurait une section consacrée à la relation entre culture et durabilité.¹²
- Le Groupe principal des Autorités locales (LAMG) avalisa ces arguments dans un document publié en février 2012.¹³
- Et, le plus important, le 23 avril, le document « **Messages conjoints des Gouvernements locaux et régionaux** » a été présenté au Secrétariat général de l'ONU, à Monsieur Ban Ki-moon, à New York. Le document incluait 8 recommandations, toutes tendant à un débat plus humain sur la durabilité.¹⁴ La recommandation 4 est : « La culture devrait être reconnue comme étant un élément important pour le développement durable » Ce document, « Messages conjoints des Gouvernements locaux et régionaux », est le document clé des gouvernements locaux dans les négociations pour Rio+20 en 2012.
- Les négociations se poursuivirent en mai, lorsque le LAMG réalisa une dernière tentative pour que la culture soit incluse dans des paragraphes substantiels du brouillon de la déclaration finale.¹⁵

D'autres agents encouragèrent le rôle de la culture au sein du développement durable dans le processus vers Rio+20.

- Le **Groupe principal « Peuples indigènes »** réfléchit sur le rôle de la culture dans la durabilité et il mentionne dans ses documents, de manière explicite, que « la culture devrait être incluse comme quatrième pilier du développement durable ».¹⁶
- La **Francophonie** organisa plusieurs réunions préparatoires ainsi que des forums. La relation entre la culture et le développement durable a été l'un des messages clé de cette organisation.¹⁷
- La **Déclaration de Sao Paulo** a été approuvée le 14 avril 2012 lors de la réunion des plus hauts représentants des ministères de la Culture d'Amérique du Sud. Cette déclaration considère que les droits culturels font partie intégrante des droits humains et mentionne que la citoyenneté culturelle (la participation active des personnes à la vie culturelle des villes et des nations) est, per se, de manière intrinsèque, une contribution à la durabilité (car elle met en relation les parties, le présent et le futur, l'innovation et la tradition, l'identité et la diversité). La déclaration demandait aux « autorités qui négociaient le Document final de Rio+20 qu'elles reconnaissent la culture comme élément clé dans la construction de la durabilité ».

12 Le document est disponible sur : www.cities-localgovernments.org/upload/docs/docs_en_telechargements/C_2_2012_The_future_we_want_ZeroDraft_UCLG_Inputs.doc

13 On trouvera le document sur : <http://www.uncsd2012.org/content/documents/469LAMG%20suggestions%20for%20the%20Rio%202020%20Zero%20Draft-1.pdf>

14 Le document est disponible sur : http://www.uncsd2012.org/content/documents/567ENG_Full_Report_23_April%5B1%5D.pdf

15 Dans la circulaire n° 12 de CGLU (30 mai 2012) sur « Le dernier tour des négociations », le Secrétariat mondial de CGLU demanda à ses membres qu'ils fassent en sorte que la culture soit incluse dans les paragraphes consacrés aux Objectifs de Développement durable. « Nous reconnaissons que les objectifs doivent s'adresser et se centrer sur des zones prioritaires afin d'obtenir le développement durable, en incluant, entre autres : l'énergie, l'eau, la sécurité alimentaire, les océans et la consommation et la production durable ainsi que les thèmes intersectoriels tels que l'équité, l'inclusion sociale, le rôle des lois et la bonne gouvernance, (la diversité culturelle) l'égalité entre les genres et la prise de pouvoir des femmes.

16 Toutes les contributions sur le Groupe principal Peuples indigènes sont disponibles sur : <http://www.uncsd2012.org/index.php?menu=100>

17 Le document est disponible sur : www.francophonie.org

- Les **Dialogues Rio+20** ont été organisés d'avril à juin 2012 par le gouvernement du Brésil. On créa une plateforme participative afin de discuter des contenus de la Conférence de Rio+20. La proposition présentée par notre Commission « Culture, créativité et diversité doivent être le centre des cités durables » a été sélectionnée parmi les 100 propositions qui atteignirent la phase finale mais pas parmi les 10 « gagnantes ».¹⁸

Dans le processus vers Rio+20, l'UNESCO offrit des contributions sur tous les thèmes clés et apporta d'abondants exemples pour chacun d'entre eux.¹⁹

4. Quels débats sur la culture et le développement durable eurent lieu à Rio+20 ?

La Conférence de l'ONU sur le développement durable se tint à Rio de Janeiro entre le 20 et le 22 juin 2012. Aucun événement officiel n'aborda la relation entre la culture et le développement durable. Le programme officiel n'incluait pas ce thème. En outre, nous n'avons aucune preuve qu'une délégation de la Conférence y ait défendu le rôle de la culture dans la Déclaration finale. C'est là une (très triste) réalité.

En marge de la conférence, des centaines d'événements parallèles ont été organisés par l'ONU, les États membres et les Groupes principaux (Major Groups). Certains de ces événements parallèles firent référence explicitement à la relation entre la culture et le développement durable.

- L'**Urban Summit** se tint le 18 juin 2012, organisé par CGLU, ONU-Habitat et la mairie de Rio de Janeiro.²⁰ Au cours de celui-ci, CGLU expliqua le contenu des « Messages conjoints des Gouvernements locaux et régionaux » qui avaient été présentés devant le Secrétariat général de l'ONU à New York le 23 avril 2012. Plusieurs conférenciers (Kadir Topbas, Joan Clos, Khalifa Sall, Vitor Ortiz, Paúl Carrasco...) expliquèrent la raison pour laquelle la culture devait être reconnue comme composante importante du développement durable.²¹
- **CGLU** et le **Gouvernement du Brésil** organisèrent un séminaire international sur la culture et la durabilité le 19 juin 2012 comme l'unique occasion d'un dialogue direct entre les acteurs préoccupés par ce thème.²² Le séminaire se tint à Galpão da Cidadania, il fut présidé par le Président de CGLU, le Dr Kadir Topbas, et par le Ministre de la Culture du Brésil, M. Vitor Ortiz. Le rapport final de ce séminaire se trouve en annexe 1.

18 On peut accéder aux Dialogues de Rio+20 ici : <http://www.riodialogues.org>

19 Tous les documents sont disponibles sur : <http://www.unesco.org/new/en/culture/themes/culture-and-development/the-future-we-want-the-role-of-culture/culture-for-sustainable-development/>

20 Le programme de l'Urban Summit : http://www.cities-localgovernments.org/upload/docs/docs_en_telechargements/C_20_2012_FRA_Urban_Summit_Program.pdf

21 Les messages clé de CGLU ont été publiés dans ces documents :

- ENG: http://www.uclg.org/sites/default/files/ENG_Key_Messages_Rio%2B20.pdf
- FRA: http://www.uclg.org/sites/default/files/FR_contribution_Rio%2B20.pdf
- SPA http://www.uclg.org/sites/default/files/SP_contribution_Rio%2B20.pdf

22 On peut télécharger le programme final du séminaire sur

http://www.agenda21culture.net/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=449&Itemid=86&lang=fr

- En fait, ce séminaire était inclus dans tout un éventail d'activités sur la Culture et la durabilité (séminaires, concerts, expositions, projections de films) organisées par le Gouvernement du Brésil à Rio de Janeiro (du 13 au 22 juin 2012).²³
- Le 16 juin 2012 le **réseau U40** organisa un événement qui avait pour nom « La culture en tant que quatrième pilier de la durabilité ». ²⁴

Le 20 juin 2012, pendant la séance **plénière d'ouverture** de la Conférence sur le développement durable de l'ONU, le Sommet de Rio+20, le Groupe principal des Autorités locales (LAMG) fut appelé à prendre la parole. Le LAMG « prononça une **déclaration clé** et demanda une gouvernance multiniveau afin d'atteindre les Objectifs de développement du millénaire et les Objectifs pour un développement durable, demanda de reconnaître l'importance des gouvernements locaux et régionaux, de créer des mécanismes financiers nationaux et internationaux supplémentaires pour la durabilité et de renforcer l'accès des autorités locales et régionales au sein de ces derniers». ²⁵

- Dans ce discours, le LAMG ne reprit pas tous les points du consensus du 23 avril 2012 et, ce qui est triste et surprenant, ne mentionna pas la relation entre la culture et le développement durable.

5. Le Document final de Rio+20

Les paragraphes suivants fournissent une analyse du contenu en relation avec la culture dans le Document final (Final Outcome Document). ²⁶

« L'avenir que nous voulons » est le nom du Document final de Rio+20. Il est articulé en six sections. (I) Notre vision commune, paragraphes 1 à 13 ; (II) Renouveler l'engagement politique, paragraphes 14 à 55 ; (III) Une économie verte dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté, paragraphes 56 à 74 ; (IV) Cadre institutionnel du développement durable, paragraphes 75 à 103 ; (V) Cadre d'action et suivi, paragraphes 104 à 251, avec deux longues sections sur « Domaines thématiques et questions transversales » ainsi que les « Objectifs de développement durable » ; (VI) Moyens de mise en oeuvre, paragraphes 252 à 283.

Le Document final mentionne la culture dans certains paragraphes. Identifions-les et commentons-les.

SECTIONS I ET II : NOTRE VISION COMMUNE (PAR. 1 À 13) ET RENOUVELER L'ENGAGEMENT POLITIQUE (PAR. 14 À 55).

- L'attention se focalise sur le développement humain lorsque l'on reconnaît que « les peuples sont au centre du développement durable » (article 6) et qu'il est nécessaire qu'il y ait des « d'approches globales et intégrées du développement durable » (40). On met l'accent sur le développement humain. (La source de ce commentaire est l'UNESCO²⁷).

²³ On peut consulter tout le programme sur : <http://cultura.gov.br/riomais20>

²⁴ À propos de cet événement parallèle, voir : <http://www.uncsd2012.org/index.php?page=view&type=1000&nr=506&menu=126>

²⁵ On peut lire la déclaration sur : http://www.cities-localgovernments.org/upload/docs/nyc/message_local_authorities_major_group.pdf

²⁶ On peut consulter ici le document final dans les six langues officielles de l'ONU : <http://www.uncsd2012.org/thefuturewewant.html>

²⁷ Voir : <http://www.unesco.org/new/en/culture/themes/culture-and-development/the-future-we-want-the-role-of-culture/>

-
- La reconnaissance du fait que « chaque pays dispose, en fonction de ses circonstances et priorités nationales, d'une diversité d'approches, de visions, de modèles et d'outils » (56) est un pas en avant important vers une vision du développement plus humain et flexible qui aide à aplanir la voie pour la reconnaissance de la culture en tant que facteur important dans la création de programmes de développement adaptés et, par conséquent, efficaces. (La source de ce commentaire est aussi l'UNESCO).
 - En reconnaissant que « la subsistance, le bien-être économique, social et physique et la préservation du patrimoine culturel de nombreuses personnes, notamment les pauvres, sont directement tributaires des écosystèmes », (30) le document reconnaît l'importance du patrimoine culturel ; mais en centrant son attention « spéciale » sur les pauvres, on réduit l'importance du patrimoine culturel pour tous les êtres humains.
 - La référence la plus significative à la culture se trouve dans la reconnaissance de l'importance de la diversité culturelle ; « Nous prenons acte de la diversité naturelle et culturelle du monde et reconnaissons que toutes les cultures et toutes les civilisations peuvent contribuer au développement durable » (41). Ce paragraphe semble avoir été écrit pour satisfaire les Nations et États émergents. On assume implicitement que le paradigme actuel de la durabilité est occidental et se base sur l'idée que les cultures sont plutôt statiques. Il ne reflète nullement l'apprentissage du développement, de la diversité et de la culture qui a été l'un des thèmes clé pour l'humanité, au moins depuis le début du XXI^e siècle.

Ces deux sections forment la partie « déclarative » du document final. Ces sections ne reconnaissent pas la culture comme le quatrième pilier de la durabilité, elles manquent d'une vision holistique, claire et solide de la culture dans le développement durable et n'expriment pas quelque chose d'évident pour la communauté scientifique et pour les experts en développement : les communautés / villes / nations qui incluent explicitement la culture comme dimension du développement durable sont plus prospères et leurs citoyens jouissent d'une plus grande liberté et de plus de bien-être .

SECTION III. UNE ÉCONOMIE VERTE DANS LE CONTEXTE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉLIMINATION DE LA PAUVRETÉ (PAR. 56 À 74)

- Ce paragraphe fait référence aux peuples indigènes (58j) et affirme que « une économie verte dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté » devraient « Améliorer le bien-être des peuples et des communautés autochtones, d'autres populations locales et traditionnelles et des minorités ethniques en reconnaissant et en appuyant leur identité, leur culture et leurs intérêts, et éviter de mettre en danger leur patrimoine culturel, leurs pratiques et leurs savoirs traditionnels ».
- En outre, Rio+20 reconnaît que « les peuples indigènes et les communautés locales ont fait un usage durable de leurs ... ressources » (211, 109, 197) Cette section III ne reconnaît que de manière partielle la relation entre peuples indigènes, culture, développement durable et économie verte. Cette section III ignore complètement les progrès atteints par les acteurs culturels (au moins) au fil de ces deux dernières décennies, comme l'un des secteurs les plus importants de l'économie et comme politique clé pour l'élimination de la pauvreté.

SECTION IV. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (PAR. 75 À 103)

- La culture n'est pas mentionnée dans cette section ni dans A. « Renforcement des trois dimensions du développement durable », ni dans B « Renforcement des dispositifs intergouvernementaux de développement durable ».

SECTION V. CADRE D'ACTION ET SUIVI. A : DOMAINES THÉMATIQUES ET QUESTIONS TRANSVERSALES (PAR. 104 À 244)

- Cette section développe jusqu'à 26 sphères thématiques et questions intersectorielles dans l'ordre suivant : « Élimination de la pauvreté ; Sécurité alimentaire et nutrition et agriculture durables ; Eau et assainissement ; Énergie ; Développement durable du tourisme ; Modes de transport viables ; Villes et établissements humains viables ; Santé et population ; Promotion du plein emploi et de l'emploi productif, du travail décent pour tous et de la protection sociale ; Océans et mers ; Petits États insulaires en développement ; Pays les moins avancés ; Pays en développement sans littoral ; Afrique ; Actions régionales ; Réduction des risques de catastrophes ; Changement climatique ; Forêts ; Biodiversité ; Désertification, dégradation des terres et sécheresse ; Montagnes ; Produits chimiques et déchets ; Consommation et production durables ; Industries extractives ; Éducation ; Égalité des sexes et autonomisation des femmes ». Il est très triste de se rendre compte que la « culture » n'a pas droit à son propre chapitre. Il n'existe aucune raison conceptuelle convaincante pour ne pas inclure la « culture » comme domaine thématique alors que la liste inclut jusqu'à 26 thèmes.
- Un paragraphe de la section thématique consacrée à « Villes et établissements humains viables » mentionne « Nous estimons qu'il faut, selon qu'il convient, protéger le patrimoine naturel et culturel que constituent les établissements humains, restaurer les quartiers historiques et rénover le centre des villes » (134).
- Un paragraphe mentionne l'importance d'investir dans le tourisme culturel (130 et 131).
- Un paragraphe générique affirme l'importance de la relation entre la culture et la biodiversité (197).

Tous les membres du Groupe principal des Autorités locales (LAMG), dans leur document du 22 février 2012 où ils font des commentaires sur le premier brouillon, demandèrent au Secrétariat de Rio+20 d'inclure la « Culture » comme thème 27, avec les articles suivants : 98. Nous soulignons l'importance du droit à participer à la vie culturelle en tant que droit humain essentiel pour une pleine jouissance de la vie et de tous les droits humains. Nous soulignons l'importance fondamentale de la diversité culturelle dans le développement durable. 99. Nous reconnaissons l'importance qu'il y a à inclure la culture dans toute planification à long terme sur le développement durable, que ce soit au niveau national ou local. La culture est l'âme du développement durable car elle est significative pour tous les peuples et pour toute l'humanité. 100. Nous reconnaissons le besoin de réaliser une analyse profonde sur la relation entre durabilité et culture au cours des années à venir à travers la « Décennie de l'ONU sur la Culture et le développement durable. ».²⁸ Cette proposition n'a pas été retenue.

SECTION V. CADRE D'ACTION ET SUIVI. B : OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (PAR. 245 À 251)

- La culture est totalement exclue de cette section consacrée aux Objectifs de développement durable.

Tous les membres du Groupe principal des Autorités locales, dans leur document du 22 février 2012, demandèrent au Secrétariat de Rio+20 d'inclure la culture et l'éducation dans ce paragraphe relatif aux contenus des Objectifs de développement durable : « Accélération et mesure du progrès. Par. 107. Nous proposons que les Objectifs de développement durable puissent inclure des modèles de consommation et de production durables ainsi que des domaines prioritaires tels que les océans ; la sécurité alimentaire et l'agriculture durable ; l'énergie durable pour tous ; l'accès efficace à l'eau ; les villes durables ; les travaux verts décents et l'inclusion sociale [culture et éducation], la réduction du risque de désastre et la résilience »

Cette proposition n'a pas été retenue. Il faut dire cependant que le Document final ne reprend pas des domaines prioritaires pour les Objectifs de développement durable mais que « les objectifs de développement durable doivent être orientés vers l'action, être concis et faciles à communiquer, limités en nombre et ambitieux, avoir un caractère global et être universellement applicables à tous les pays, en tenant compte des différentes réalités, capacités et niveaux de développement nationaux et en respectant les politiques et les priorités nationales (...), ils doivent garder une relation avec les domaines prioritaires afin d'atteindre le développement durable et de se centrer sur eux, en suivant l'orientation de ce document final. ».

SECTION VI. MOYENS DE MISE EN ŒUVRE (PAR. 252 À 283)

La culture est (à nouveau) complètement exclue de cette section. Le concept de « dialogue interculturel » est totalement absent ainsi que le terme de « créativité ». Ces deux concepts ont occupé une place centrale dans le débat international au moins depuis le début du siècle (il existe de nombreux exemples de mise en marche régionale, sous-régionale, nationale, municipale et locale). Cette section ne suggère pas de réaliser dans les années à venir une analyse profonde de la relation qui existe entre durabilité et culture ; par exemple, à travers une « Décennie de l'ONU sur la Culture et le développement durable ».

CGLU a souligné les principaux domaines d'intérêt du Document final de Rio+20 pour les autorités locales et régionales,²⁹ dans une analyse qui déplore « le peu de références à la culture comme pilier crucial pour le développement ». En outre, CGLU et ORU-FOGAR, en tant qu'organisations généralistes de représentation politique, ont rédigé une déclaration conjointe sur les résultats de Rio+20 dans laquelle ils « se lamentent du fait que le document final ne reconnaisse pas la culture comme quatrième pilier du développement durable, ce qui ne correspond pas aux pratiques les plus novatrices dans toutes les régions du monde ».³⁰

28 Ce document est disponible sur :

<http://www.uncsd2012.org/content/documents/469L AMG%20suggestions%20for%20the%20Rio%202020%20Zero%20Draft-1.pdf>

29 Voici les principaux points dans l'analyse de CGLU :

- Les résultats globaux de la Conférence de Rio+20, en terme de manque d'accords et d'engagements multilatéraux, sont décourageants.
- Rio+20 « reconnaît le rôle important que possèdent les gouvernements locaux et régionaux (...). Il y a rarement eu un document de politique internationale d'une telle portée, aussi bien dans la reconnaissance du rôle des gouvernements locaux et de la gouvernance municipale que dans les domaines thématiques d'influence décrits par les sphères de ces gouvernements. »
- Parmi les limitations, cela vaut la peine de mentionner le peu de référence à la culture en tant que pilier crucial pour le développement, ainsi que le manque de mécanismes clairs et inclusifs de gouvernance pour le développement de politiques dans le futur. »
- Quant à la dimension du processus de Rio+20, CGLU reconnaît la collaboration de CGLU en tant qu'organisation politique généraliste de villes et de gouvernements locaux la plus étendue (avec une vaste représentation à travers ses sections : Metropolis, ASPAC, CEMR, FLACMA, MEWA (Environnement et Asie occidentale) UCLGA, CGLU (Noram et CGLU Eurasie) avec ORU-FOGAR (organisation politique généraliste de régions) ; CGLU « applaudit le haut niveau de consensus atteint dans les réseaux thématiques, ICLEI, NRG4SD et C40, afin de placer les gouvernements locaux et régionaux à la place qui leur correspond dans l'agenda de la durabilité ». Finalement, CGLU apprécie le partenariat avec ONU-Habitat, le soutien de Cities Alliance et des États membres du Groupe d'Amis des Villes durables et explique : « nous espérons que ce travail se poursuivra au cours des prochaines années vers Habitat III » qui doit se tenir en 2016.
- CGLU remercie « la ville de Rio de Janeiro pour son hospitalité et les membres brésiliens en général pour leur engagement au Sommet ».

Vous pouvez consulter l'analyse complète de CGLU

En français http://cities-localgovernments.org/upload/docs/docs_en_telechargements/C.22.2012_FR_Rio_Outcome_Document.pdf,

en anglais : http://cities-localgovernments.org/upload/docs/docs_en_telechargements/C.22.2012_EN_Rio_Outcome_Document.pdf

et en espagnol http://cities-localgovernments.org/upload/docs/docs_en_telechargements/C.22.2012_SP_Rio_Outcome_Document.pdf

30 On peut lire cette déclaration complète sur : [http://www.cities-](http://www.cities-localgovernments.org/news.asp?IdNews=80376129a873472f5d435a64f8b1e4d6de5c65a79cc7faebde299891aa51ae66&Page=2&Src=durableRio+20%20-%20UCLG-ORU%20FOGAR%20Joint%20statement)

[localgovernments.org/news.asp?IdNews=80376129a873472f5d435a64f8b1e4d6de5c65a79cc7faebde299891aa51ae66&Page=2&Src=durableRio+20%20-%20UCLG-ORU%20FOGAR%20Joint%20statement](http://www.cities-localgovernments.org/news.asp?IdNews=80376129a873472f5d435a64f8b1e4d6de5c65a79cc7faebde299891aa51ae66&Page=2&Src=durableRio+20%20-%20UCLG-ORU%20FOGAR%20Joint%20statement)

6. Démarches suivantes

Il reste encore beaucoup de travail à faire pour que la culture s'intègre totalement dans les politiques internationales de développement. Le processus de Rio+20 constitue un important progrès. Le document final est décevant mais les connexions qu'il a engendrées entre les différents acteurs augmenteront probablement au cours des prochains mois et des prochaines années. Nous ne pouvons pas perdre trop de temps à nous lamenter sur le fait que Rio+20 n'ait pas donné la reconnaissance attendue et appropriée à la relation entre la culture et le développement durable. Nous devons reconnaître nos faiblesses et lutter pour trouver de nouveaux alliés et influencer ainsi les débats plus vastes.

Les messages clé des sphères culturelles sont convergents et les acteurs commencent à être interconnectés. Nous devons profiter des progrès et des connexions créées pour démontrer que la culture a la capacité de soutenir le développement véritablement durable, épaulé par tous ses acteurs. Nous devons lutter pour que la culture constitue une partie essentielle de l'Agenda post-2015 et d'Habitat III (2016). Voici une perspective générale de certains processus en cours.

En suivant les résultats de la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les Objectifs de développement du millénaire, le Secrétaire général des Nations unies a établi une **équipe de tâches des Nations unies** (UN system Task Team), en septembre 2011, afin de soutenir l'ONU dans tous les préparatifs de l'agenda post-2015 des Nations unies, en concertation avec toutes les parties intéressées. L'équipe de tâches est dirigée par le Département des Affaires économiques et sociales des Nations unies et le Programme des Nations unies pour le Développement. Il réunit des experts de haut niveau de plus de 50 pays membres de l'ONU ainsi que des organismes internationaux pour qu'ils offrent tout leur soutien au cours du processus de consultation post-2015, y compris la contribution analytique, la portée et la compétence. Quel serait le rôle de la culture ?

Il est important de souligner que le Document final du Sommet ODM de 2010,³¹ publié dix ans après la Déclaration du Millénaire, met l'accent sur l'importance de la culture pour le développement et sur sa contribution pour atteindre les Objectifs de développement du millénaire. Ces messages cruciaux furent répétés en deux occasions consécutives dans la section « Culture et Développement » des **Résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies** (2010 et 2011). Elles firent un appel à intégrer la culture dans les politiques et les stratégies de développement tout en insistant sur la contribution intrinsèque de la culture dans le développement durable.

La prochaine **Révision ministérielle annuelle de l'ECOSOC** (2013) sur la « La science, la technologie et l'innovation ainsi que sur le potentiel de la culture pour promouvoir le développement durable et atteindre les Objectifs de développement du millénaire » sera l'occasion de faire référence au lien qui existe entre l'application des ODM et la culture. L'agenda post-2015 devrait tenir compte des leçons apprises, cruciales pour comprendre les formes sous lesquelles la culture, en tant que conductrice et facilitatrice, encourage le développement durable.

L'**UNESCO** promeut un nouvel agenda pour le développement qui inclut la culture. Il est important de s'approprier l'article thématique produit par l'UNESCO (mai 2012) « La culture en tant

³¹ United Nations General Assembly, Outcome Document of the 2010 Millennium Summit, Keeping the promise: united to achieve the Millennium Development Goals, A/65/L.1 (New York, 2010)

que conductrice et facilitatrice du développement durable ». ³² La conférence sur la Culture et le Développement qu'organise l'UNESCO en Chine, du 14 au 17 mai 2013 sera une rencontre décisive pour ceux qui misent en faveur de la culture dans l'agenda post-2015. Il est possible d'accéder à plus d'information à propos de la position de l'UNESCO sur la culture et le développement durable. ³³

Le leadership de **CGLU** dans le message « La culture comme pilier essentiel de la durabilité » est largement reconnu. CGLU est l'organisation généraliste de villes et de gouvernements locaux et régionaux la plus importante, sa capacité pour diffuser le message est grande. Pour nous, la relation entre culture et développement durable concerne la citoyenneté ainsi que les libertés et les possibilités réelles des enfants, des femmes et des hommes. CGLU s'est engagé à contribuer à l'agenda post-2015 et à Habitat III :

- Les autorités locales et régionales, identifiées comme acteurs importants pour la mise en marche de Rio+20 et pour le succès des ODM originaux, devront jouer un rôle important dans la définition de l'agenda post-2015 afin que les thèmes urbains et locaux y soient inclus. Pour cela, le Président de CGLU, M. Kadir Topbas, a été invité par M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU, à participer au Groupe de personnalités de haut niveau de l'agenda post-2015. En tant qu'uniques représentants des gouvernements locaux et régionaux de ce groupe, nous avons là une chance unique d'obtenir que les voix et les priorités de CGLU soient écoutées.
- La Troisième Conférence des Nations unies sur l'Habitat et le Développement urbain durable – Habitat III se tiendra en 2016 ; son contenu et ses résultats seront d'une grande importance pour donner forme au travail des gouvernements locaux au niveau international et CGLU entretient une relation étroite avec ce processus. La culture est l'un des thèmes clé que CGLU se propose de présenter à la préparation Habitat III. ³⁴
- La Commission de Culture de CGLU analysera l'impact local, national et international de l'Agenda 21 de la culture et élaborera probablement une nouvelle version de ce document en 2014. Le principal objectif de la Commission de Culture de CGLU est : « Promouvoir la culture comme quatrième pilier du développement durable à travers le rayonnement international et l'application locale de l'Agenda 21 de la culture ».

Il existe des graines d'une **société civile globale pour la culture**. Les stratégies de la Fédération internationale des Coalitions pour la Diversité culturelle (FICDC), Culture Action Europe, ENCATC, U-40, Traditions pour Demain et bien d'autres qui se branchent maintenant. En outre, les « messages culturels » ne sont pas seulement diffusés par ces organisations (qui travaillent surtout dans le domaine de la diversité, de la mobilité, des arts et du patrimoine) mais aussi par les acteurs de la société civile qui travaillent sur la liberté d'expression, les médias, l'inclusion sociale, les migrations et l'environnement.

En définitive, ces acteurs institutionnels et civils peuvent-ils se mettre d'accord sur une stratégie commune afin de soutenir le rôle de la culture dans le développement durable ? Ces organisations sont-elles suffisamment fortes pour défier le système des Nations unies et suggérer que les acteurs culturels boycottent tout agenda post-2015 qui ne reconnaîtrait pas de manière explicite le rôle de la culture dans le développement ?

Vous aussi vous pouvez contribuer à la réponse.

³² Vous trouverez la liste de tous les articles thématiques produits par l'Équipe de Tâches de l'ONU sur ces thèmes clé pour l'agenda pour le développement post-2015 sur : <http://post2015.org/2012/08/21/un-thematic-think-pieces-on-post-2015/>

³³ Pour plus de renseignements voir : <http://www.unesco.org/new/en/culture/themes/culture-and-development/the-future-we-want-the-role-of-culture/the-way-forward/>

³⁴ CGLU a créé un document pour le processus d'Habitat III : http://issuu.com/uclgcglu/docs/uclg_rio_20_outcomes?mode=window&backgroundcolor=%23222222

Annexe 1

Culture et durabilité à Rio+20

RAPPORT FINAL

La préparation de la conférence de Rio+20 a permis l'expression de nombreux messages qui coïncident sur le besoin pour la durabilité d'inclure, de manière explicite, un composant culturel. Ces messages ont été émis par des gouvernements nationaux, par des organisations internationales, par la société civile et par les gouvernements locaux.

Le Gouvernement du Brésil et l'organisation mondiale de Cités et Gouvernements Locaux Unis convoquèrent un séminaire international « culture et durabilité à Rio+20 ». Ce séminaire international fut une occasion unique pour le dialogue direct entre tous les acteurs qui travaillent sur ce thème.

Ce séminaire débattit la manière dont la Déclaration finale de Rio+20, dans sa partie déclarative et dans la partie opérationnelle, pourrait englober les éléments culturels dans les stratégies locales, nationales et internationales pour le développement durable. Les organisateurs considérèrent la définition de développement durable comme « la forme de développement qui satisfait les besoins des générations présentes sans compromettre ceux des générations futures » et, avec une lecture adéquate aux yeux du XXI^e siècle, s'engagèrent à agir en conséquence pour que la culture soit considérée comme une dimension clé de la durabilité.

19 JUIN 2012, GALPÃO DA CIDADANIA, RIO DE JANEIRO

Rua Barão de Tefé 75, Gamboa, Rio de Janeiro

PROGRAMME

9h30 – 10h INAUGURATION ET INTERVENTIONS INSTITUTIONNELLES

- M. Emilio Kalil, Adjoint au maire à la Culture de la ville de Rio de Janeiro
- Dr Kadir Topbas, Président de CGLU, Président d'UNACLA, Maire d'Istanbul
- M. Hans d'Orville, Sous-directeur général de Planification stratégique, UNESCO
- M. Vitor Ortiz, Ministre de la Culture (par intérim) du Brésil

10h – 11h30 – CULTURE ET DURABILITÉ : C'EST DÉJÀ LE CAS

- M. Vitor Ortiz, Ministre de la Culture (par intérim) du Brésil (modérateur de la séance)
- M. Ticio Escobar, Ministre de la Culture du Paraguay
- M. Gérald Tremblay, Vice-président de CGLU pour l'Amérique du Nord, Vice-président de Metropolis, Maire de Montréal (message vidéo)
- M. Anders Knape, Président de l'Association suédoise des Autorités locales et régionales (SALAR), Adjoint au maire de Kaerlstad
- M. Emilio Kalil, Adjoint au maire à la culture de la ville de Rio de Janeiro

12h – 13h30 – LES CONTENUS DE LA RELATION ENTRE LA CULTURE ET LA DURABILITÉ

- M. Jordi Pascual, Agenda 21 de la culture (modérateur de la séance)
- M. Luis Fernando de Almeida, Président d'IPHAN
- M. Charles Vallerand, Secrétaire général de FICDC
- Mme Katelijn Verstraette, Sous-directrice d'échanges culturels de la Fondation Asie-Europe (ASEF)
- M. Ferdinand Richard, Président d'AMI
- M. Olaf Gerlach Hansen, Directeur de Culture Futures

15h – 16h30 – RIO+20 ET LA CULTURE : LES MESSAGES CLÉ, MAINTENANT

- M. Hamilton Pereira, Conseiller à la Culture de Brasilia et Président du Forum des Conseillers et des Responsables de l'État à la Culture (modérateur de la séance)
- Mme Nina A. Serratos, Secrétaire à la Culture de la ville de Mexico
- M. Keith Nurse, directeur du Centre Shridath Ramphal pour le Droit commercial international, les Politiques et les Services de l'Université des Antilles (La Barbade)
- Mme Eliana Bogéa, Coordinatrice de projets stratégiques, Secrétaire à la Culture d'Ananindeuá (Pará, Brésil)

16h30 – 17h15 – L'AVENIR QUE NOUS VOULONS A BESOIN DE LA CULTURE

- M. Josep Roig, Secrétaire général de CGLU
- M. Vitor Ortiz, Ministre de la Culture (par intérim) du Brésil
- Mme Ideli Salvatti, Ministre du Secrétariat de Relations institutionnelles de la Présidence de la République, Brésil

RÉSEAUX SOCIAUX

@agenda21culture / @uclg_org / @CulturaGovBr

#rio20culture / #futurewewant / #citieswewant



RAPPORT

I. MESSAGES INSTITUTIONNELS ET D'OUVERTURE

Kadir Topbas, président de CGLU, président d'UFACLA et maire d'Istanbul, inaugura officiellement le séminaire et souhaita la bienvenue à tous les participants. Il commença son discours en affirmant que les villes sont comme « des lieux à plusieurs couches d'histoire, des endroits où l'unité se retrouve avec la diversité, où la tradition se joint à l'innovation. Les villes sont des espaces multiculturels. Elles n'assimilent pas des cultures ». La déclaration politique de CGLU sur la culture en tant que quatrième pilier de la durabilité « suggère une approche humaine du développement durable ». Dans ce sens, le Président de CGLU pressa les gouvernements locaux de promouvoir un modèle de développement qui satisfasse les besoins des générations présentes sans compromettre ceux des générations futures. Monsieur Topbas termina son discours en mettant l'accent sur le fait que « de nos jours, plus que jamais, face aux défis inextricables et globaux que nous vivons, nous avons besoin de profiter du pouvoir de la culture pour renforcer le développement durable ». **M. Hans d'Orville**, sous-directeur général de Planification stratégique de l'UNESCO, affirma que la culture est la ressource la plus renouvelable du développement durable. L'UNESCO est persuadée que la culture possède le potentiel nécessaire pour transformer les différents points de vue qui existent à propos du développement en aidant à rendre le développement durable beaucoup plus important pour les besoins des personnes. Malgré la difficulté de convaincre certains économistes du bien fondé de ces arguments, Monsieur D'Orville observa que la culture et le secteur créatif sont l'une des industries qui grandissent le plus dans l'économie globale. Le brouillon du Document final de Rio+20 a été analysé par différents conférenciers au cours du séminaire et M. D'Orville dénonça le fait que ce document de travail ne donnait pas à la culture la reconnaissance qu'elle cherche et mérite. « Nous affirmons l'importante contribution de la culture comme conductrice et facilitatrice du développement durable qui promeut une croissance économique inclusive, l'équité sociale et la durabilité environnementale » conclut-il. Mais pourquoi la culture n'est-elle donc pas encore clairement reconnue par tous les agents de l'agenda international comme quatrième pilier du développement durable ?³⁵

Vitor Ortiz, Ministre de la Culture – par intérim – du Brésil, affirme que ce n'est pas une question de ressources ou de financement, ni dans les pays en voie de développement ni dans les pays développés. C'est une question d'objectifs clairs et inclusifs. « On doit faire un effort politique pour convaincre la société que notre futur ne peut pas se passer de politiques culturelles inclusives, de même qu'elle ne peut pas se passer de l'éducation ou de la santé ». En ce qui concerne ce qui précède, M. Ortiz défendit le fait que les garanties qui assurent les droits culturels sont un élément clé, « car les droits culturels font partie intégrale des droits humains de base ». Dans ce sens, il est en accord avec le ministre – le droit à l'expression culturelle est une affaire fondamentale car ce droit aide à garantir l'inclusion sociale. « La culture est une énorme force transformatrice », proclama Monsieur Ortiz, « capable d'améliorer les sociétés, de les rendre plus justes, plus solidaires, plus humaines, en leur permettant de transmettre les meilleures valeurs que l'humanité ait écrites jusqu'à maintenant ».

35 Le discours complet de M. Hans D'Orville est disponible sur la page de l'UNESCO consacrée à Rio + 20 : <http://www.unesco.org/new/en/culture/themes/culture-and-development/the-future-we-want-the-role-of-culture/unesco-advocated-for-a-stronger-role-for-culture-in-sustainable-development-at-uclgs-and-the-brazilian-ministry-of-cultures-seminar-on-culture-and-sustainability-at-rio-20/>

II. CULTURE ET DURABILITÉ : C'EST DÉJÀ LE CAS

M. **Vitor Ortiz**, Ministre de la Culture – par intérim – du Brésil, inaugura la séance en soulignant les principales mesures structurelles des deux dernières administrations du Brésil quant à l'institutionnalisation de la culture. M. **Ticio Escobar**, ministre de la Culture du Paraguay, réfléchit sur la relation complexe entre les politiques culturelles et le développement durable. « La durabilité est un paradigme culturel implicite, nous devons maintenant le rendre explicite. Nous devons démontrer la manière dont la culture organise la société et déborde sur d'autres domaines du développement. Elle crée l'intégration sociale, la conscience environnementale et plus d'économies durables dirigées par des industries créatives. » M. **Anders Knappe**, président de l'Association suédoise des Autorités locales et régionales (SALAR), et adjoint au maire à Karlstad (Suède), mit en garde contre les dangers de l'inactivité et fit un appel à la responsabilité locale et régionale. « Ce serait une grave erreur de ne pas reconnaître l'importance de la culture au niveau local et régional et d'attendre seulement que les gouvernements nationaux et la communauté internationale décident pour nous ce qu'il faut ensuite faire. Nous pouvons nous-mêmes faire beaucoup. Nous sommes en possession des instruments nécessaires. Nous n'avons plus qu'à les perfectionner et les rendre plus durables. » M. **Gerald Tremblay**, vice-président de CGLU pour l'Amérique du Nord, vice-président de Metropolis et maire de Montréal, clôtura la séance par un message vidéo. Montréal a été la première ville à adopter la déclaration politique de CGLU. « La culture comme quatrième pilier du développement durable ». Depuis lors de nombreux autres gouvernements locaux ont adopté des engagements similaires. Armé de la légitimité du leadership de Montréal dans le domaine des politiques culturelles, M. Tremblay exigea : « La culture doit être pleinement reconnue à Rio+20 ». Après tout, la culture joue un rôle capital dans le développement humain responsable « pour préserver l'identité et la diversité, sur le plan local et global ». ³⁶

III. LES CONTENUS DE LA RELATION ENTRE CULTURE ET DURABILITÉ

M. **Charles Vallerand**, secrétaire général de la Fédération internationale des Coalitions pour la Diversité culturelle (FICDC), introduisit le cadre sociopolitique de la séance en soutenant que nous sommes en train de vivre un changement vers la décentralisation et la participation active de la société civile. Cependant, il faut plus de ressources et d'engagements pour satisfaire cette tendance. Les initiatives locales ont besoin d'une capacité institutionnelle et d'un soutien loyal au niveau national et international. Dans ce sens, « nous sommes en train de lancer la Convention de l'UNESCO sur la Protection et la Promotion de la Diversité des Expressions culturelles (2005). Cependant, comme tout autre instrument international, ce processus suppose lui aussi ses propres défis », souligna M. Vallerand. Il est clair que, jusqu'à présent, la société civile a joué un rôle très actif et qu'elle est un élément clé dans sa mise en marche. ³⁷ Mme **Katelijan Verstraete**, sous-directrice d'échanges culturels de la Fondation Asie-Europe (ASEF), expliqua dans le détail cette situation en admettant que la culture s'engage au niveau local mais a bien peu de capacités pour influencer le processus global de la durabilité. Les recommandations de la société civile doivent parvenir aux gouvernements nationaux et à la communauté internationale. « La culture n'est pas seulement un ensemble de valeurs qui surgit de la connaissance traditionnelle, ni la somme de ses produits

³⁶ Le message vidéo du maire, M. Gérard Tremblay est disponible sur : <http://www.youtube.com/watch?v=Z0BzXtZtw2k>. Vous trouverez plus d'informations sur les initiatives de Montréal quant à la culture comme quatrième pilier du développement durable sur : ville.montreal.qc.ca/culture/agenda21cultureΩ

³⁷ La présentation de M. Charles Vallerand est disponible en anglais, français et portugais sur : http://ficdc.org/spip.php?page=mot&id_mot=94&connect=cdc&id_rubrique=146&lang=fr

culturels, » affirma Mme Verstraette. « C'est un processus que l'on doit alimenter. Et la connexion spirituelle avec la culture doit être beaucoup plus respectée au sein de ce dialogue. » M. **Luis Fernando de Almeida**, président de l'Institut national du Patrimoine artistique et historique du Brésil (IPHAN), plaida une rupture avec l'idée que la culture appartenait encore à la tradition du XIXe siècle. « Nous devons travailler sur l'idée que la culture et le patrimoine font partie d'un processus qui sert à rétablir les relations humaines avec son propre environnement. » Selon M. de Almeida, il est absolument nécessaire de réconcilier la préservation du passé avec la construction d'un futur durable. Ce modèle s'inscrit dans n'importe quel projet de développement durable. M. **Olaf Gerlach Hansen**, directeur de Culture Futures, assura qu'une transition écologique vers un système énergétique à basse consommation de charbon pour 2050 ne pouvait être possible que si on la basait sur une alliance entre des objectifs culturels et environnementaux perceptibles. « Il existe un abîme entre l'agenda politique et la technologie dont nous disposons pour faire en sorte que tout cela soit possible. La Conférence sur le Changement climatique de l'ONU, en 2009, qui s'est tenue à Copenhague a été un échec, et le Document final de Rio+20 aura aussi ses problèmes si les hommes politiques ne coopèrent pas. Il ne s'agit pas de faire plus de discours politiques ni de conférences. Il s'agit d'engagement. C'est maintenant que nous devons agir » insista-t-il auprès de tous les partenaires. M. **Ferdinand Richard**, président d'Aide aux Musiques Innovatrices (AMI), parla d'un grand éventail de thèmes, y compris de la relation entre politiques culturelles et cohésion sociale. La culture joue un rôle clé dans la résolution de conflits internationaux, mais les conflits locaux se créent aussi par manque de compréhension culturelle. C'est la raison pour laquelle « les acteurs culturels ont la responsabilité fondamentale de promouvoir l'inclusion sociale. Par exemple, adopter l'Agenda 21 de la culture est un excellent outil pour garantir et renforcer les droits culturels », recommanda Monsieur Richard. Il poursuivit dans le même sens pour examiner le cas de la France, son pays natal. La culture a été communément pensée au niveau national comme un processus qui va du haut vers le bas. « Cela a été un instrument important pour la visibilité du pays et pour le dialogue international. Mais ce modèle échoue lorsque les besoins locaux ne sont pas satisfaits. De nos jours, il y a un changement de paradigme. La culture est le moteur principal de la démocratie et de la paix. »

IV. RIO+20 ET LA CULTURE : LES MESSAGES CLÉ, MAINTENANT

M. **Josep Roig**, Secrétaire général de CGLU, ouvrit le débat de cette séance en affirmant que la relation entre la culture et la durabilité se trouve parmi les fondements de l'Agenda 21 de la culture. « Nous continuerons à accorder notre soutien à la Commission de Culture de CGLU. Nous pensons qu'ils font un travail magnifique » en défendant la reconnaissance internationale de la culture comme quatrième pilier du développement durable. Il prédit que, dans le futur, « nous aurons une économie en grande partie culturelle et créative. Ce jour-là, les économistes ne domineront plus le monde et la culture dominera la société. ». M. **Hamilton Pereira**, adjoint à la Culture de Brasilia et modérateur de la séance, détailla la double perspective qui a été essentielle pour redéfinir les politiques culturelles du Brésil au fil de ces trois dernières décennies : considérer la culture comme un élément important de l'économie contemporaine durable et, en même temps, comme un droit social de base de chaque citoyen. Mme **Nina A. Serratos**, Secrétaire à la Culture de la ville de Mexico, approuva l'utilisation de l'Agenda 21 de la culture. « Nous ne devons pas penser à des solutions

utopiques», affirma-t-elle, « nous devons tirer avantage des plateformes existantes. L'agenda 21 de la culture fournit une perspective intégrale et offre de conseils clairs à tous les agents impliqués dans le développement durable à propos de thèmes clé pour la gouvernance culturelle. » Mme Serratos réaffirma que la clé résidait dans le fait de proposer et de développer des compétences et des occasions « afin de réduire l'inégalité sociale et d'augmenter le droit de chacun à se réaliser en toute liberté ». Mme **Eliana Bogéa**, coordinatrice de projets stratégiques au Secrétariat pour la culture d'Ananindeuá (Pará, Brésil), introduisit un thème intéressant dans le débat. « On a communément dit que la diversité culturelle est aussi importante pour l'humanité que la biodiversité pour la nature », réfléchit-elle. « En fait, cette séparation entre la biodiversité et la diversité culturelle n'a aucun sens dans bien des zones du monde. Dans ces zones, la relation entre ce qui est humain, la sphère culturelle et l'environnement prend une forme beaucoup plus directe. » M. **Keith Nurse**, directeur du Centre Shridath Ramphal pour le Droit commercial international, les Politiques et Services de l'Université des Antilles (La Barbade), clôtura le débat de la séance en encourageant tous les acteurs culturels à faire un pas en avant. « Nous devons cesser de parler de silos et commencer à être plus pragmatiques et proactifs. Nous devons nous mettre d'accord sur une nouvelle stratégie basée sur des buts précis, réalistes et mesurables à long terme. » M. Nurse proclama que la culture n'était pas seulement le quatrième pilier du développement durable, mais sa principale force conductrice. Pour prouver cela, il insista sur le besoin de faire pression sur des agendas plus vastes et de collaborer à d'autres initiatives comme, par exemple, l'innovation, le changement climatique ou la production et la consommation durable.

V. L'AVENIR QUE NOUS VOULONS A BESOIN DE LA CULTURE

M. **Jordi Pascual** révisa le processus vers Rio+20. CGLU défendit avec force le rôle de la culture dans le Document final de la Conférence des Nations unies. « C'est notre principal objectif depuis 2008 », révéla-t-il. La Déclaration politique « La culture comme quatrième pilier du développement durable », adoptée en novembre 2010 à Mexico, servit de guide à CGLU pour introduire ce thème dans les négociations initiales sur les contenus de Rio+20. « À partir de là, nos efforts se sont concentrés sur l'influence que nous pouvions avoir sur l'élaboration du Document final. Conscients qu'il y avait peu de possibilités d'atteindre notre objectif, nous étions aussi convaincus que la lutte pour renforcer cette relation serait très profitable aussi bien aux sphères culturelles qu'aux agents impliqués dans des thèmes de durabilité ». Monsieur Pascual expliqua aussi qu'on ne devait pas voir la Conférence de Rio+20 comme le chapitre final, mais comme une partie du processus de l'agenda global. « Nous avons l'obligation d'influencer son cours, de fixer nos propres objectifs parce que les villes sont des agents de base dans la définition d'une planète plus sûre, plus prospère et plus durable. » M. **Vitor Ortiz**, Ministre – par intérim – de la Culture du Brésil, expliqua en détails plusieurs exemples sur le rôle important qu'a eu la culture dans la construction de la durabilité. La protection de notre patrimoine culturel ne se limite pas aux sites et aux monuments historiques. C'est aussi « le souvenir et la préservation de notre connaissance populaire et des techniques ancestrales afin que nos sociétés puissent trouver en elles des solutions peut-être plus intelligentes et plus durables que celles que nous avons utilisées jusqu'à nos jours ». Monsieur Ortiz clôtura son discours en félicitant tous les participants pour avoir mené de manière si satisfaisante le principal objectif de ce séminaire international : « afin d'identifier les idées centrales, d'unifier

notre discours et de trouver les idées susceptibles de faire prendre conscience à la communauté internationale de notre message ». Mme **Ideli Salvatti**, Ministre du Secrétariat des Relations institutionnelles de la Présidence de la République du Brésil, a été la dernière conférencière de ce jour. Son discours a été persuasif et souligna les principaux thèmes développés pendant le séminaire. Elle insista sur la responsabilité collective de tous les acteurs présents à la Conférence des Nations unies sur le Développement durable. En conclusion, elle fit une synthèse éloquentes du thème central du séminaire. « Il est évident que le Document final de Rio+20 est important car il consignera de manière explicite une série d'engagements et de buts. Cependant, ce mouvement, ce débat étincelant sur la culture tenu entre tous les acteurs et les partenaires est aussi important que le document en lui-même. Car, s'est-il passé quelque chose, se passe-t-il quelque chose ou se passera-t-il quelque chose dans l'humanité sans l'implication de la culture ? Il est impossible de développer les piliers économique, social et environnemental sans que la culture n'englobe toutes les sphères du développement durable et leur donne en même temps un sens d'identité, d'intention et d'efficacité ».

**United Cities and Local Governments
Cités et Gouvernements Locaux Unis
Ciudades y Gobiernos Locales Unidos**

carrer Avinyó, 15
E-08002 Barcelona
Espanya

Tel: +34 93 342 87 50
Fax: +34 93 342 87 60
info@cities-localgovernments.org

**Ajuntament de Barcelona -
Institut de Cultura**

Palau de la Virreina - la Rambla 99
E-08002 Barcelona
Espanya

Tel: +34 933 161 000
Fax: +34 933 161 020
agenda21cultura@bcn.cat

www.agenda21culture.net



United Cities and Local Governments
Cités et Gouvernements Locaux Unis
Ciudades y Gobiernos Locales Unidos



Ajuntament
de Barcelona